

Agréé Association Nationale de la Jeunesse et d'Éducation Populaire Association à statut consultatif ECOSOC à l'ONU

9 rue Dulcie September - 93400 Saint-Ouen Tél. 01 40 12 09 12 - Courriel : national@mvtpaix.org www.mvtpaix.org

COMMUNIQUE

Loi de programmation militaire 2024-2030 : à nous d'imposer la primauté du droit sur la force pour créer le droit des peuples à vivre en paix !

Lors de ses vœux aux forces armées le 20 janvier 2023, le Président de la République a revendiqué haut et fort une transformation de l'armée tous azimuts : « d'abord, renforcer la dissuasion en nous donnant les moyens d'assurer [...] sa modernisation », faire de la France une puissance spatiale, doubler la réserve opérationnelle, sans oublier le Service National Universel pour les jeunes. Bref, être prêts à intervenir partout, tout le temps, et en capacité y compris de commander des opérations de l'OTAN si cela s'avère nécessaire.

A cette fin, le Président veut proposer une Loi de programmation militaire (LPM) 2024-2030 qui atteindrait un niveau inégalé : 413 milliards d'euros en six ans, soit 7 857 686 euros par heure, ou 2 182 euros par seconde pendant cette durée ! De quoi largement financer un système de retraites par répartition équitable, des personnels formés, bien équipés, correctement rémunérés et en nombre suffisant pour les hôpitaux et les écoles pour ne citer que ces mesures qui permettraient à tous de bénéficier de leurs droits fondamentaux.

Ce doublement du budget des armées françaises depuis 2019, affiche comme objectif pour la France de « ne jamais être en retard d'une guerre. Ne pas chercher intellectuellement le conflit précédent, mais permettre au pays d'être prêt pour celui qui peut venir. Nous devons donc avoir une guerre d'avance. »

C'est envisagé froidement. Pourtant, après la première guerre mondiale, les rescapés et les peuples du monde avaient, eux, en tête, qu'il fallait travailler à ce qu'elle soit « la der des der »... Quel recul! Et depuis la seconde guerre mondiale, les grandes puissances militaires ont perdu tous les conflits et aggravé toutes les crises (guerres de décolonisation, Vietnam, d'Irak, d'Afghanistan...).

Aujourd'hui, la puissance militaire pure est dépassée. Ainsi le doublement des dépenses militaires au plan mondial entre 2000 et 2021 (de 980 milliards de dollars à 2100 milliards) a contribué à accroître toutes les tensions, à l'extension des guerres, à la reprise de la course aux armements nucléaires, à aggraver la situation internationale tout en développant les insécurités de tous ordres. Ces logiques de guerre nous ont conduit au bord de l'abîme avec l'agression de la Russie contre l'Ukraine qui est une sorte d'aboutissement désastreux.

Pourtant, cette LPM nous entraîne dans une course aux armements motivée par une vision passéiste du monde. Le Président affirme que « l'ordre international cède à un état de nature entre les nations tel que nous n'en avions pas vu depuis des décennies ». Nous voilà donc réduits à l'état d'animaux capables uniquement de montrer nos muscles, de créer avec l'aide des drones et l'intelligence artificielle des armes plus perfectionnées que celles de nos ennemis potentiels. Engager la France dans cette économie de guerre qui priorise les dépenses militaires face aux besoins sociaux, c'est contribuer à la militarisation du monde.

A contrario, au sein du Mouvement de la Paix, en phase avec l'énorme majorité de nos semblables, nous sommes convaincus que « qui veut la paix prépare la paix ». Nous entendons faire prévaloir le droit des humains à vivre en paix dans le respect et la mise en œuvre des valeurs et objectifs de la Charte des Nations Unies.

La seule solution viable, c'est de construire un monde multilatéral qui tiendra compte de l'interdépendance des peuples. Un monde où les besoins fondamentaux de l'ensemble de l'humanité seront pourvus et leur satisfaction le souci de tous. Où les grands défis climatiques seront relevés collectivement. Où le respect du droit international partout et la conquête de nouveaux droits seront la base des relations entre Nations, comme l'ambitionnaient ceux qui au sortir de la seconde guerre mondiale ont rédigé la Charte des Nations Unies, dont le préambule commence ainsi : « Nous, peuples des Nations Unies, résolus à préserver les générations futures du fléau de la guerre ».

Nous attendons des parlementaires français qu'ils ramènent le Président et le gouvernement à la raison et prennent le chemin de la construction de la paix.

En appelant à faire des 24 et 25 février 2023 des journées mondiales d'action contre la guerre, mais aussi en soutenant les mobilisations sociales, le Mouvement de la paix contribuera à faire avancer la réalisation de ces objectifs.

Le Mouvement de la Paix Le 26 janvier 2023